

Perspectives

N°21/234 – 1^{er} juillet 2021

Plans de relance nationaux

Espagne, une stratégie proactive

L'Espagne s'attend à recevoir environ 70 milliards d'euros entre 2021 et 2026 sous forme de transferts non remboursables provenant du plan de relance européen. Cette somme pourrait être complétée par 70 milliards d'euros supplémentaires sous forme de prêts, que le pays pourra demander pour concrétiser ses programmes d'investissement. Le Conseil européen a approuvé le plan au mois de juin ; l'Espagne recevra un premier versement automatique d'environ 9 milliards d'euros et le reste sera débloqué au fur et à mesure que les étapes intermédiaires seront franchies et que les réformes seront mises en œuvre. **Dans la loi de finances, le gouvernement a prévu de dépenser 26,6 milliards d'euros sur le compte des fonds nationaux en 2021 afin d'accélérer la reprise économique, en retard par rapport à ses voisins, et la stratégie initiale est de les concentrer principalement sur des projets pouvant être mis en œuvre rapidement. Plus de 40% des investissements prévus cette année sont concentrés dans l'énergie, les infrastructures, la mobilité durable et la rénovation des logements. Le document détaille seulement l'allocation des fonds non remboursables, qui seraient dépensés entre 2021 et 2023.** Dans sa conception actuelle, le principal organe de gouvernance sera une commission interministérielle à laquelle participeront tous les ministres. Chaque ministère assurera le suivi et la gestion de la mise en œuvre des programmes d'investissement. Au niveau de la coordination entre les administrations, des accords seront utilisés entre les ministères et les Communautés autonomes pour canaliser les fonds pour certains projets (par exemple, le logement). Il y aura également une conférence sectorielle, présidée par le ministre des Finances.

Mobilité urbaine, transition écologique et logement

Parmi les investissements les plus importants, 6,5 milliards d'euros – soit 9% de l'enveloppe 2021-2023 – sont alloués à la décarbonisation de la mobilité urbaine avec l'installation de 150 000 bornes de recharge rapide, ou encore le soutien à l'acquisition de véhicules électriques pour atteindre une flotte d'au moins 250 000 véhicules en 2023. **La réhabilitation énergétique des logements et la construction de logements sociaux bénéficient d'un budget de 6,8 milliards, soit 10% des dépenses du plan.** Les infrastructures de transport feront également l'objet de 6,7 milliards de dépenses avec des investissements dans la construction et la modernisation des infrastructures ferroviaires dans le corridor atlantique et méditerranéen, dans le réseau transeuropéen de transport (RTE-T), notamment sur sa partie ferroviaire et dans le réseau de transport de marchandises. **Le secteur du tourisme**, particulièrement frappé par la pandémie mais qui représente 12,3% du PIB et 13,7% de l'emploi, **bénéficiera de 3,4 Mds€ (5%) dans le but de financer l'amélioration de la compétitivité du secteur, en particulier les projets sensibles à l'innovation et la modernisation des services touristiques dans le domaine de l'efficacité énergétique et de l'économie circulaire.** Finalement, nous pouvons citer le volet dédié aux énergies renouvelables (3,2 Mds€, soit 4,5%) avec l'objectif d'un taux de pénétration de 74% dans le domaine électrique et de 42% sur la consommation finale à l'horizon 2030.

La numérisation de l'économie et la transformation digitale

La numérisation de l'administration publique représente 6% du budget, soit 4,3 milliards d'euros, et celle des PME 7% (4,9 Mds€). Au total, 30% du budget est dédié à la transformation digitale : ces investissements visent la simplification et la numérisation des procédures administratives et des

subventions aux PME soutenant les projets de numérisation dans la chaîne de valeur des différents secteurs industriels. Le plan national pour les compétences numériques (3,5 Mds€, 5%) vise une formation numérique transversale pour l'ensemble de la population, le développement des compétences numériques dans l'éducation et la formation professionnelle, et la formation aux compétences numériques tout au long de la vie active (montée en compétence et requalification, tant pour les chômeurs que pour les salariés). **4 milliards d'euros (6%) seront destinés à la connectivité digitale et à la 5G. L'objectif est d'atteindre 75% de la population espagnole ayant une couverture 5G, ainsi qu'une couverture 5G ininterrompue sur les grands axes routiers, ferroviaires et dans les aéroports, et la promotion de projets sectoriels de numérisation 5G dans les activités économiques et les services essentiels.**

Des réformes attendues sur le marché du travail et les retraites

Le plan s'attaque aussi aux faiblesses du marché de l'emploi, caractérisé par une forte dualité entre travailleurs en CDI et en CDD ou à temps partiel involontaire et préconise une simplification des modalités contractuelles dans le but de généraliser le contrat à durée indéterminée. **L'objectif est d'encourager l'utilisation de contrats permanents discontinus pour les activités saisonnières et de pénaliser l'utilisation excessive de contrats à très court terme.** Le plan mentionne également la consolidation d'un mécanisme d'ajustement interne aux entreprises comme alternative au licenciement (une sorte de chômage partiel structurel), de sorte à non seulement favoriser l'ajustement des heures travaillées face à des baisses temporaires de la demande mais également à accompagner les entreprises et les travailleurs dans les processus de reconversion sectorielle ; une mesure positive qui donnera aux entreprises une plus grande souplesse pour réagir aux chocs négatifs et atténuer la destruction d'emplois en temps de crise. Ces réformes du travail sont prévues pour l'année en cours. **Le plan comprend aussi des propositions concernant le système de retraite telles que des incitations à retarder l'âge de départ via une amélioration des indemnités, des avantages pour les entreprises qui conservent les travailleurs âgés et la promotion des plans d'épargne retraite.**

Une augmentation de la croissance potentielle

Finalement, en termes d'impact macroéconomique, le gouvernement fournit une estimation de **2 points de croissance supplémentaires en moyenne en 2021 et 2022**, tandis que l'impact à moyen et long termes s'élèverait à 0,4 point par an, ce qui permettrait à l'économie espagnole de trouver une croissance potentielle supérieure à 2%. La moitié de cette amélioration serait imputable aux projets numériques, accompagnée par l'effet positif des changements structurels sur la formation continue et sur la modernisation des politiques actives de l'emploi. Le plan pourrait générer environ **12 emplois pour chaque million d'euros investis, soit un total de 840 000 emplois en trois ans**, et entraînera une amélioration structurelle de la compétitivité des entreprises, avec une augmentation des exportations de 0,2% à long terme. ■